



Sommaire

ASC : le feuilleton est enfin terminé !	1
Fermetures de sites à gogo	2
Les médecins du travail alertent	2

ASC : le feuilleton est enfin terminé !

Votes

Un budget a été adopté

- ◆ La CFE-CGC milite depuis 5 mois déjà pour qu'un budget ASC puisse être mis en œuvre.
- ◆ Dans notre dernier numéro de [l'essentiel du CSE](#), Nous vous avons informé des raisons de la situation du statu quo ainsi que dans notre Tract « [non la CFE-CGC ne bloque pas ..](#) ».
- ◆ Lors de la séance du CSE d'avril, 2 OS (FO et CFDT) ont fait le constat que sans un changement de posture il n'y aurait pas de solution positive.
- ◆ Ces 2 organisations syndicales nous ont donc imité en se mettant en retrait du vote, laissant ainsi la possibilité au tandem CGT/Sud, seul votant, de faire passer leur budget commun.
- ◆ Nous saluons le sens des responsabilités de FO et CFDT qui ont accepté de s'effacer pour le bien commun, et pour la satisfaction des Ouvrants Droits.
- ◆ La CFE-CGC avait adopté cette attitude depuis janvier dernier, il a fallu 4 mois supplémentaires pour les convaincre que c'était la seule solution pour avancer.

Et maintenant ?

- ◆ L'adoption d'un budget était le prérequis indispensable pour faire démarrer les Activités Sociales et Culturelles.
- ◆ Nous nous réjouissons que cela soit fait même si nous avons certaines réserves et inquiétudes sur ledit budget (voir notre analyse ci-contre).
- ◆ Il reste cependant 2 étapes importantes : la désignation par le CSE d'un nouveau trésorier, et l'élection d'un président de la commission des marchés.
- ◆ Ces 2 postes sont éminemment importants pour mettre en œuvre et suivre les dépenses afférentes aux ASC.
- ◆ La CFE-CGC enjoint les élus CGT et SUD à être cohérents et à présenter des candidats au prochain CSE de mai.



Position de la CFE-CGC Orange

Pour la CFE-CGC, il était urgent qu'un budget soit adopté, mais pas n'importe comment, pas avec n'importe quelle mécanique. Au-delà de nos désaccords de fond : utilisation du vieux système des QF, reversement au CSEC d'un cinquième de nos ressources, gestion déléguée de la restauration, refus de la digitalisation, nous avons des réserves sur le budget labellisé CGT/SUD :

- 1- Des doutes sur l'hypothèse de recettes qui nous semble un peu trop optimiste, avec un risque de ne pas pouvoir s'acquitter des dépenses engagées.
- 2- Un écart trop important entre la première et la dernière tranche pour la prestation « vacances adultes » (qui représente 50% du budget) : 800€ Versus 75€.
- 3- Un cloisonnement des prestations qui limite le choix (pour la CFE-CGC, mieux vaut une somme globale sans pré-affectation dans laquelle va puiser l'OD) même si nous notons un léger changement pour la prestation « loisir évènement ».

Nous ne manquerons pas de vous présenter dans le détail ce à quoi chacun peut prétendre dans un numéro spécial ASC.

Fermetures de sites à gogo

Information et votes

SCALE UP à l'œuvre

- ✓ Entre mars et avril, ce ne sont pas moins de 6 projets de fermeture : regroupements de sites sur toute la DO GSO qui ont été soumis au CSE :
- ✓ **La Rochelle** : projet d'abandon de « Leclerc » pour rejoindre « Périgny »
- ✓ **Bordeaux** : regroupement sur « Chateau d'eau » de salariés de Pessac et de Gradignan. (Vote contre)
- ✓ **Toulouse** : accélération de la fermeture du site de Reynerie pour « remplir » le campus Tolosa jugé sous-occupé (sans pour autant que la direction s'interroge sur le pourquoi de ce faible taux d'occupation. Ce ne peut pas être à cause du flex, non c'est certainement à cause de la vilaine COVID qui a favorisé le développement rapide du télétravail...).
- ✓ **Tarbes** : fermeture du site « Echez » pour entasser tout le monde sur une partie du site « d'Aureilhan ». (Vote contre)
- ✓ **Pau** : adieu « Beziou » et « Lescar », tous à « Buros ». (Vote contre)
- ✓ **Biarritz** : on ferme « Kennedy », on se tasse sur Anglet « Hardoy ». (Vote Contre)
- ✓ A chaque fois les mêmes arguments sont employés par la direction : *Favoriser le regroupement des métiers ; apporter aux occupants un environnement de travail plus agréable avec des espaces rénovés ; favoriser le collectif et le collaboratif avec des espaces mutualisés, propices aux échanges et aux synergies !*
- ✓ Bref, c'est pour le bien des salariés, et cela va améliorer leur qualité de vie au travail (QVT) !
- ✓ A chaque fois, les élus démontrent que ces ambitions affichées seront très loin de la réalité et entraîneront plutôt une détérioration de la QVT :
 - Des espaces de travail trop petits et donc inadaptés à l'activité la plupart du temps
 - Une augmentation du temps de déplacement domicile/travail
 - Un risque d'atteinte à la santé des salariés par une augmentation du stress
 - Un environnement du travail pas suffisamment pensé pour les salariés ayant un handicap
 - Des parkings souvent trop petits
 - L'absence régulière de restauration collective

- Un positionnement obligatoire des salariés en Flex desk entraînant des nuisances sonores qui engendrent déjà à ce jour une difficulté de concentration et des incidents entre salariés.

Les médecins du travail alertent

Information

Présentation du rapport santé 2021 pour la DO GSO

- ✓ Comme chaque année, les médecins du travail ont présenté leur vision de l'année écoulée.
- ✓ Hélas, à nouveau, ils sont inquiets de la situation et pointent les faits suivants :
- ✓ Les projets de transformations des unités, nombreux et rapprochés, auxquels ils ne sont pas suffisamment associés
- ✓ Qui entraînent des conflits de valeurs pour un grand nombre de cadres chargés de les mettre en œuvre
- ✓ Globalement, la plupart des salariés se plaignent d'une diminution des contacts sociaux : équipes clairsemées, locaux réorganisés en open-space, fin des bureaux attitrés... expliquent un engouement fort pour le télétravail
- ✓ Parmi les avantages décrits pour le télétravail, on retrouve un meilleur équilibre VP/VP, un temps considérable gagné sur les déplacements (jusqu'à 2 h/ jour pour certains).
- ✓ Cependant, le fait que certaines unités limitent collectivement le nombre de jours accordé est mal vécu et contraire à l'accord actuellement en vigueur.

Position de la CFE-CGC Orange

Le constat inquiétant que font les médecins sur l'état de santé (physique et mentale) des salariés de la DO GSO est directement lié aux restructurations menées tambour battant par une direction pressée de se montrer bon élève dans l'application du Plan SCALE UP ; Rappelons que ce plan a pour mission de faire réaliser 1 milliard d'euros d'économies d'ici 2023 ! La création de l'USC, les nouveaux modèles de ventes à l'A2PGSO, l'adressage commercial en AE, les projets immobiliers en cours, les fermetures de boutiques, RC Centric etc etc ... ne sont que les prémices de bouleversements à venir.

La CFE-CGC se dressera invariablement contre les projets dont la seule ambition est de réduire les coûts, et nous continuerons d'accompagner fidèlement les salariés de notre belle entreprise, qui lui restent dévoués malgré les vicissitudes.

Vos représentants
CFE-CGC Orange

Élus

- Abdelkrim DAOUADJI
- Adrien GRACIANNETTE
- Laurence OURTIES

Représentants Syndicaux

- Farid BENALI
 - Maria BOUSCARY
 - Maria Pilar MARTINEZ
 - Valérie VINCENT
- François KANY
Nadine BEMER



cadres ou pas, vous pouvez compter sur nous !

